

challenge of collective political action is not to be bypassed but embraced as precisely that mode by which a just society might be realized—if only ever imperfectly. “At the root of Jaurès’s politics,” Kurtz writes, “we find a commitment to the immediate work of political reform” (91), pursued through both labour activism and legislation—what Jaurès called “the masses in motion” and “the play of parliament,” respectively (87). This “ethos of democratic engagement” (155) offered an alternative to “the dream of a revolutionary moment,” that “shortcut” promised by the *Communist Manifesto* and recommended—ruinously, Jaurès thought—by doctrinaire Marxists like Jules Guesde and by other revolutionary socialists and syndicalists (112).

Kurtz goes further, and breaks new ground, when he argues that the “deepest concern” of Jaurès’s thought was “to give an account of social democratic hope” (7). The need for such an account arises directly from Jaurès’s reformism. What can motivate the ongoing project of democratic reform once the promise of decisive victory is dismissed as an illusion? Kurtz finds in Jaurès a twofold answer. Political hope springs from an ideal of social justice and from a new way of conceiving its relationship to the real. Socialism, in this view, is not some distant promised land that will be occupied at a future time. Nor is it a state of affairs that, though absent, is gradually approximated with each reform. Instead, as Kurtz writes, “the ideal is already present, here on the capitalist earth” (93). It is to be found, dimly but unmistakably, “in the movement’s immediate tasks and small achievements” (108). To cleave to such an ideal while “rediscover[ing] in it” one’s experiences of daily political struggle is, Jaurès says, to inhabit “a socialist state of grace” (92).

Here we get a glimpse of the “inner life” (143) at the heart of Kurtz’s interpretation. For Jaurès a just society succors citizens’ interior wellbeing. But that is not all. His political thought also traces the capacity for social democratic hope to a kind of moral psychological transformation. What citizens seeking social justice need is to become “attune [d]” to the ways in which their ideal “touch[es] earth” (162), precisely in “the prosaic spaces and ungainly bodies of real politics” (165).

While Kurtz is a sensitive and sympathetic reader, he is not uncritical. He draws out and interrogates the tensions and ambiguities in Jaurès’s thought and eschews tidy resolutions. Not everyone will agree that the result is a promising model of democratic engagement. We might worry, for example, that Jaurès achieves “plausible hope” (161) only by assuming that reform is cumulative and ignoring the possibility of retrenchment and reversal. Nevertheless, political theorists can be grateful that in this elegant and enlightening book, Kurtz not only recalls Jaurès to our attention but demonstrates the depth and power of his “awkward politics” (165).

JONATHAN R. BRUNO *Harvard University*
jonathan.bruno@gmail.com

Retour sur les États généraux du Canada français. Continuités et ruptures d’un projet national

Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault (dir.)

Presses de l’Université du Québec,

Québec, 2016, 428 pages.

doi:10.1017/S0008423916000445

L’ouvrage *Retour sur les États généraux du Canada français* constitue les actes d’un colloque tenu à l’Université de Montréal en octobre 2012, qui avait pour thème le 45^e anniversaire de cet événement ayant marqué la postérité des études en francophonie canadienne. L’année 1967 est souvent citée comme étant un moment charnière pour le Canada français, soit le moment de son éclatement. Les États généraux signalent la sortie du Québec du Canada français en réclamant son droit à l’autodétermination.

Les treize chapitres de l'ouvrage démontrent autant de réflexions sur ce moment en tant que « mémoire agissante » pour la francophonie canadienne contemporaine. Le lecteur est appelé à revisiter la « thèse de la rupture » du Canada français post-1967, et à constater de l'actualité persistante des États généraux, près de cinquante ans plus tard.

L'ouvrage est réparti en cinq thématiques. La première section se veut une mise en perspective de l'événement. Le Président des États généraux de 1965 à 1969, Jacques-Yvan Morin, présente une étude des résolutions adoptées durant l'événement qui, selon lui, démontre l'existence d'un schisme Est-Ouest, plutôt que Québec-hors Québec, au sein du Canada français de l'époque. Joseph Yvon Thériault, pour sa part, définit les États généraux comme étant « un appel aux forces vives de la société civile en des moments de déficit politico-institutionnel » (42). Il n'est selon lui plus possible de tenir de tels États généraux, puisque la « société des individus » (53) se serait aujourd'hui substituée à la société civile.

La deuxième partie de l'ouvrage questionne la réception des résultats des États généraux par la génération ayant vécu l'événement. Serge Miville démontre une résistance de la presse francophone à faire table rase du Canada français au lendemain des États généraux. Les deux prochains textes présentent l'évolution de la référence (au sens dumontien du terme) canadienne-française à partir des angles néo-brunsickwois et ontarien. Dans un premier temps, Julien Massicotte étudie le cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick. Selon lui, la trajectoire de l'Acadie à l'époque des États généraux ressemble plus à celle des Québécois qu'à celle des autres francophones hors Québec. Cette mise à distance, par les Acadiens, du Canada français, expliquerait aussi la proximité naturelle entre les mouvements néo-nationalistes acadiens et québécois durant cette même période. Ensuite, François-Olivier Dorais se penche sur le cas de l'Ontario français, par l'entremise d'une étude de la pensée de Gaétan Gervais. Dorais démontre comment les États généraux ont agi comme moment fondateur dans la pensée de cet historien, qui aurait tenté de réactualiser une volonté de « faire société » en français sur le continent américain en réponse à cette rupture perçue.

Le prochain thème de l'ouvrage concerne la postérité des États généraux pour ce qui est devenu « la francophonie canadienne ». Marc-André Gagnon présente une étude de l'évolution de la fête de la Saint-Jean-Baptiste dans la région de la capitale nationale. Michel Bock se penche, pour sa part, sur la façon dont les leaders de la communauté franco-ontarienne ont débattu de leur identité collective au lendemain des États généraux. Ensuite, le texte de Mark Power, Marc-André Roy et Mathieu Stanton avance que le régime des droits linguistiques ne constitue pas un jeu à somme nulle entre le Québec et les minorités francophones. La quatrième partie de l'ouvrage traite des rapports entre Québécois et francophonie canadienne depuis les États généraux. Anne-Andrée Denault explore les politiques québécoises en matière de francophonie canadienne depuis les années 1960, tandis que Jean-François Laniel présente la transformation des représentations de « l'horizon d'action » (302) du Canada français, de l'Amérique française à la francophonie d'Amérique, et ses effets sur la possibilité de « faire société ». Charles-Philippe Courtois discute de l'enjeu de l'altérité entre Québec et francophones hors Québec depuis les États généraux. L'ouvrage se clôt sur deux notes de recherche, l'une rédigée par Éric Bédard portant sur le discours de René Lévesque à l'égard des francophones hors Québec, l'autre par Marcel Martel, étudiant les notes de la GRC à l'égard des États généraux.

Ce collectif d'histoire politique saura intéresser les chercheurs en études québécoises et en francophonie canadienne. Les contributions individuelles sont toutefois inégales dans leur originalité et leur rigueur, et leur lien avec le thème central est parfois ténu. Néanmoins, on retire de l'ouvrage la volonté marquée des deux directeurs d'effectuer une remise en question de la thèse de la « rupture » du Canada français

associée aux États généraux, idée reçue persistant dans la discipline malgré l'existence de travaux à caractère révisionniste. Ceci est accompli de façon convaincante. Il appelle à une reconfiguration de l'étude de la francophonie canadienne dans son ensemble, incluant son élément québécois—une proposition ambitieuse dont les différentes contributions représentent autant de balises pour un éventuel agenda de recherche.

STÉPHANIE CHOUINARD *Université de Montréal*

Ethnographic Encounters in Israel: Poetics and Ethics of Fieldwork

Fran Markowitz, ed.

Bloomington: Indiana University Press, 2013, pp. 225.

doi:10.1017/S0008423916000305

In *Ethnographic Encounters in Israel: Poetics and Ethics of Fieldwork*, a vital question is raised: "Can life and fieldwork be separated?" (183). A diverse array of scholars who are well-versed in the challenges faced when conducting fieldwork in a state of ongoing war, namely Israel, skillfully address this question throughout the book either explicitly or indirectly. Each chapter presents a unique perspective with stories that offer a glimpse into the lives of research subjects who are at the centre, and often simultaneously at the margins, of Israeli society.

It should be noted that the purpose of the book may initially be misunderstood. Unfortunately, it is not, as I had mistakenly believed, a guide on how researchers *can* and *should* conduct fieldwork in Israel. Instead, this collection provides illuminating personal accounts into the experiences that academics have faced when in the field. Recognizing that others have encountered difficulties in their own research, the authors offer support to those about to embark on such an exploration, particularly for the first time. Although each of the stories shared differ from the others, they all have one common denominator: Israel.

Israel is a complex society. The origins of the ongoing conflict, between the Israelis and Palestinians, cannot readily be discerned. Moreover, the cycle of violence continues to perpetuate feelings of hostility in a manner that is problematic for any hope of reconciliation. The book illustrates that many researchers conducting fieldwork in Israel are often viewed as outsiders looking in as they encounter a delicate position of studying their subjects from a position outside their comfort zone. If these individuals become accepted as insiders, they are occasionally torn between questions of morality and ethics.

The reflections provided in the book are limited to different aspects of Israeli society, culture, history and politics. They touch upon overlapping issues of race and racism (61, 123–24), uncertainties surrounding religion and nationalism (43, 112–13), memories (166–67), shared landscapes and constructed spaces (138, 157). At first sight, these matters may only appear relevant to those studying Israel, which first drew me to this publication. However, after reading it, I came to the realization that the firsthand accounts, some of which are both heart-warming and heart-breaking, are not limited to those who have chosen Israel as their main topic of study.

Some may argue Israel is a nation which is unique in its own sense. Regardless, many of the challenges posed by researchers in the book are not exclusive to Israel and can be applied to other cases, even those not necessarily experiencing persistent violence. For example, Hilla Nehushtan writes about studying prostitution in Israel and the dichotomy between dominant feminist narratives and the very real, yet often confusing, phenomenon of agency within prostitution (191).

Several stories presented in the book stress the vulnerabilities of investigators who either live in Israel or who have travelled from abroad to conduct their research, and how